



Arrêté du 15 JUIL. 2021

instaurant des servitudes d'utilité publique au droit des parcelles AD 10, AD 16, AD 29, AD 31 et AD 37 situées sur la commune de Rogerville

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le livre V du code de l'environnement, et notamment l'article L.515-12,
- Vu le Code de l'Urbanisme,
- Vu le décret du président de la république en date du 1^{er} avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de Seine-Maritime,
- Vu l'arrêté préfectoral n° 20-77 du 13 octobre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les arrêtés préfectoraux du 26 juin 1997, 27 juillet 2001, et 26 avril 2007 autorisant et réglementant les activités de la société Citron sur son site de Rogerville
- Vu la notification de cessation d'activité de la société Citron représentée par son liquidateur judiciaire Maître Vincent en date du 2 mai 2016 pour le site industriel Citron implanté sur la commune de Rogerville
- Vu les diagnostics environnementaux des sols et des eaux souterraines en date du 5 novembre 2017 et du 21 novembre 2018, établis à la demande du liquidateur par le bureau d'études Kaliès,
- Vu le plan de gestion en date du 29 mars 2019 établi à la demande du liquidateur par le bureau d'études Kaliès,
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 prescrivant à la société Citron représentée par Maître Vincent des travaux de réhabilitation du site,
- Vu le rapport de fin de travaux établi par Envisol, en date du 28 août 2020,
- Vu le dossier de demande de servitudes d'utilité publique en date du 28 août 2020, réalisé par Envisol pour le compte de la société Suez et de la société Citron représentée par son liquidateur judiciaire Maître Vincent,

- Vu la communication par courriel en date du 26 février 2021 du projet d'acte instituant les servitudes d'utilité publique à Maître Vincent en tant que représentant de l'exploitant,
- Vu la consultation en date du 8 mars 2021 du Grand Port Maritime du Havre en tant que propriétaire des terrains concernés sur le projet d'acte instituant les servitudes d'utilité publique
- Vu la consultation en date du 8 mars 2021 du conseil municipal de la commune de Rogerville sur le projet d'acte instituant les servitudes d'utilité publique
- vu l'avis du propriétaire transmis par courrier daté du 21 avril 2021
- Vu la délibération du conseil municipal de Rogerville en date du 26 avril 2021,
- vu le rapport de l'inspection des installations classées du 21 mai 2021 proposant au préfet de Seine-Maritime la prise du présent arrêté,
- Vu l'avis en date du 8 juin 2021 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,
- Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de Maître Catherine VINCENT le 11 juin 2021 ;
- Vu l'absence d'observations présentées sur le projet d'arrêté ;

Considérant :

- que les activités de traitement de déchets dangereux exercées par la société CITRON sur le site de Rogerville sont à l'origine d'une pollution des sols et des eaux souterraines,
- que dans le cadre des consultations prévues à l'article R 512-39-2 du Code de l'environnement, un usage industriel a été retenu comme usage futur,
- que les diagnostics environnementaux réalisés dans le cadre de la cessation ont mis en évidence :
 - pour les sols, la présence d'une pollution diffuse en métaux sur l'ensemble du site, ainsi que quelques pollutions plus concentrées en hydrocarbure dans certaines zones
 - pour les eaux souterraines, une contamination présentant notamment des teneurs élevées en arsenic, manganèse, chlorures, sulfates et COT
- qu'après réalisation des travaux de réhabilitation, et au regard des concentrations résiduelles de polluants mesurées dans les sols après travaux, l'analyse des risques résiduels atteste que l'état du terrain est compatible avec un usage industriel, et nécessite la mise en place de mesures de gestion,
- que les préconisations du plan de gestion incluent une surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site qu'il convient de mettre en place en parallèle du présent arrêté. Cette surveillance vise en particulier à s'assurer de l'absence de dégradation de la situation,
- qu'en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement, des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées sur des terrains pollués afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,
- que l'institution de servitudes d'utilité publique vise en particulier à garantir la non utilisation des terrains pour des usages non compatibles avec les conclusions des études réalisées, et vise en particulier des restrictions sur l'utilisation des eaux souterraines au droit des terrains concernés, et le maintien dans le temps des mesures de gestion identifiées,

- que l'appartenance des terrains à un seul propriétaire, à savoir le Grand Port Maritime du Havre, permet, en application de l'article L.515-12-3ème alinéa du Code de l'environnement, de procéder à la consultation écrite des propriétaires par substitution à la procédure d'enquête publique prévue par l'article L.515-9, et que cette consultation a été réalisée,

- que l'ensemble des consultations nécessaires a été effectué.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

ARRÊTE

Article 1er – Objet

Des servitudes d'utilité publiques sont instituées sur les parcelles ci-après du cadastre de la commune de Rogerville, à l'intérieur du périmètre défini sur le plan en annexe 1.

Section cadastrale	Numéro de parcelle	Superficie
AD	16	7 427 m ²
	10	2 636 m ²
	37	9 264 m ²
	29	33 693 m ²
	31	1 842 m ²

Article 2 - Affichage

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposé à la Mairie de Rogerville et peut y être consulté. Un extrait de cet arrêté est affiché à la Mairie de Rogerville pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de la commune de Rogerville fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de Seine-Maritime l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

Un avis est inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 5 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rouen.

Pour l'exploitant représenté par son liquidateur judiciaire, le délai de recours est de deux mois à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée.

Pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, le délai de recours est de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie desdits actes dans les conditions prévues à l'article 7 du présent arrêté ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article 7 du présent arrêté ; cette publication est réalisée par le représentant de l'État dans le département dans un délai de quinze jours à compter de son adoption ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 6 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie de ROGERVILLE pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de ROGERVILLE fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitant à la diligence de la société CITRON.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 7 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète du HAVRE, le maire de ROGERVILLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société CITRON.

Pour le préfet de la Seine-Maritime,
et par délégation
Le secrétaire général adjoint,



Vincent NATUREL

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral CITRON

Article 1 – Nature des servitudes

Les occupants du site sont informés de l'état du site et du présent arrêté pris pour en garantir l'acceptabilité sanitaire.

Les contraintes affectant le site concerné sont définies comme suit :

1.1 - Servitudes relatives à l'usage du site

Servitude n° 1 : Les parcelles visées sont placées dans un état tel qu'elles puissent accueillir un usage de type industriel et portuaire uniquement. Tout usage sensible y est interdit.

Servitude n°2 : L'utilisation des eaux souterraines, notamment à des fins de consommation humaine directe ou indirecte, de consommation animale ou d'irrigation, est interdite. Tout autre usage des eaux souterraines doit faire l'objet d'une étude visant à vérifier l'absence de risque pour la santé et l'environnement au regard de l'usage envisagé. Cette étude est réalisée aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative de l'usage envisagé.

1.2 – Servitudes liées aux modifications d'usage ou de configuration

Servitude n° 3 : Tout projet de changement d'usage, tout projet de changement de la configuration du site, tout projet remettant en cause les recouvrements des sols en place ou les limitations d'accès de certaines zones, toute utilisation de la nappe ou des sols non prévue par le présent arrêté, par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessite la réalisation préalable, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'études techniques (par exemple plan de gestion) garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés.

1.3 - Servitudes liées au sol

Servitude n°4 : Les recouvrements et limitations d'accès permettent la limitation des transferts des polluants présents dans les sols et les eaux souterraines, et doivent être maintenus intègres et en bon état dans le temps.

Les recouvrements de surface sont :

- soit de type bitume, béton ou enrobés, ou dalles ;
- soit constitués a minima de 30 cm de terres végétales saines avec pose d'un géotextile entre les terres en place et les terres d'apport.

Les zones localisées en annexe 2 doivent faire l'objet d'une attention particulière :

- une limitation d'accès via une clôture est mise en place au niveau de la zone A, afin d'éliminer tout contact direct avec les terres en place. Le maintien en bon état de cette clôture doit être maintenu dans le temps. En cas de retrait de la clôture, il conviendra de mettre en place et de maintenir dans le temps un recouvrement de surface ;
- les dalles présentes dans la zone B ne doivent pas être endommagées. Si ces dalles devaient être retirées, il conviendra de mettre en place un recouvrement de surface en remplacement ;
- sur la zone C, le recouvrement de surface doit être maintenu dans le temps ; Si le recouvrement est constitué de terres végétales saines, l'épaisseur minimale du recouvrement doit être a minima de 50 cm

Servitude n° 5 : En cas d'excavation de sols, les terres extraites sont, en fonction de leurs caractéristiques, soit réutilisées sur place, soit éliminées dans des conditions conformes aux dispositions réglementaires relatives à l'élimination des déchets.

Il appartient à la personne responsable des travaux d'excavation de justifier de la qualité, de la quantité et de la destination (réutilisation in-situ ou filières d'élimination) dans le respect de la réglementation en vigueur.

En cas de réutilisation sur place, un recouvrement de surface devra être reconstitué sur les terrains remaniés, Ce recouvrement de surface est :

- soit de type bitume, béton ou enrobés ;
- soit constitué a minima de 30 cm de terres végétales saines avec pose d'un géotextile entre les terres en place et les terres d'apport.

Servitude n°6 : Compte-tenu de la présence de polluants dans les sols, la réalisation de travaux sur les parcelles concernées n'est possible que sous la condition de mettre en œuvre un plan hygiène/sécurité pour la protection de la santé des travailleurs et des employés du site au cours des travaux.

Servitude n°7 : Tout type de cultures ou pâturage à finalité alimentaire (potager, verger, animaux) est interdit sur les parcelles concernées.

1.4 - Servitudes liées aux eaux souterraines

Servitude n° 8 : Le creusement de nouveaux puits et forages, et d'une manière générale, conformément à ce qui est décrit en servitude n°2, le pompage et l'utilisation des eaux de la nappe souterraine, sont interdits à l'exclusion de la mise en place de piézomètres pour la surveillance des eaux souterraines.

1.5 - Servitudes liées aux constructions nouvelles

Servitude n° 9: Les dispositions constructives de nouveaux bâtiments doivent être telles qu'elles garantissent la compatibilité entre l'usage et la qualité des sols et du sous-sol et que les concentrations en substances volatiles mesurées à l'intérieur des locaux respectent les valeurs guides ou réglementaires pour la qualité de l'air intérieur établies pour la vie entière et tout type d'effet. En particulier, la construction d'un bâtiment comportant un sous-sol (garage, caves et maintenu, en faisant référence à la servitude 3 autres dépendances en sous-sol) ou utilisant la configuration des sous-sols en place lorsqu'ils existent, nécessite la réalisation préalable, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'études techniques garantissant la compatibilité entre la qualité des sols et du sous-sol et l'usage de ce projet.

Servitude n° 10: Les canalisations d'eau potable seront isolées des terres potentiellement contaminées par une protection appropriée ou seront prévues dans un matériau interdisant l'éventuelle migration des polluants extérieurs dans l'eau qu'elles contiennent.

Les autres types de réseaux enterrés devront être étanches aux substances en présence.

1.6 - Servitude spécifique d'accès

Servitude n° 11 : Les propriétaires et les exploitants des terrains couverts par les présentes servitudes laissent un libre accès à tous les représentants des services de l'État ou des collectivités territoriales en charge du respect de ces servitudes, ainsi qu'aux personnes et leurs représentants chargés du contrôle du réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines ou d'autres ouvrages [défini par arrêté préfectoral du XXX].

Les ouvrages importants pour la surveillance du site sont repérés sur le plan en annexe 3 du présent arrêté. Les piézomètres concernés figurent sur le plan d'implantation joint en annexe des prescriptions de l'arrêté préfectoral visant le suivi de la qualité des eaux souterraines.

1.7 - Servitudes liées à la préservation des mesures de gestion

Servitude n° 12 : Dans le cas où les piézomètres ou autres dispositifs nécessaires/concernés par le programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines seraient endommagés ou nécessitent d'être modifiés (implantation, etc...), leur remise en état ou leur remplacement à l'identique est effectué dans les plus brefs délais. Les affectataires successifs du site ne peuvent en aucune manière, sauf à engager leur responsabilité, porter atteinte à ces piézomètres ou autres dispositifs.

1.8 - Servitudes d'information

Servitude n°13 : Si les parcelles considérées font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire,...), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les présentes restrictions d'usage en les obligeant à les respecter.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à informer le nouvel ayant droit des restrictions d'usage en vigueur sur la parcelle considérée.

Servitude n° 14 : Les personnes physiques ou morales à l'origine de tout nouveau projet ou de travaux sur les parcelles visées en annexe 1 doivent supporter la charge financière des coûts et de toutes les mesures directes ou indirectes en découlant, dont celle liée aux Servitudes d'Utilité Publique.

Article 2 – Transcription des servitudes

Conformément aux dispositions de l'article L.515-10 du Code de l'environnement, le présent arrêté instituant les servitudes d'utilité publique est annexé au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rogerville dans les conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'Urbanisme.

Les servitudes font l'objet d'un enregistrement à la conservation des hypothèques, au frais de l'exploitant.

Article 3 – Levée des servitudes

Les présentes servitudes ne peuvent être levées que par suite de la suppression totale des causes ayant rendu nécessaire leur instauration et de la mise en œuvre de mesures adaptées pour garantir toute absence de risque pour les usages considérés, après accord préalable du Préfet de département.

Toute suppression, modification ou dérogation de servitude sur tout ou partie du site ne peut se faire qu'à la requête :

- de l'ancien exploitant,
 - d'un tiers-demandeur répondant aux définitions et conditions de l'article L. 512-21 du code de l'environnement,
 - du maire de la commune d'implantation des terrains, ,
 - du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme,
 - du propriétaire d'un terrain de l'assiette des restrictions,
- ou à l'initiative du représentant de l'État dans le département.

Dans les cas où la demande d'abrogation ou de modification ne serait pas faite par le représentant de l'État dans le département, cette demande devra être accompagnée d'un rapport justifiant que cette servitude d'utilité publique est devenue sans objet ou doit être modifiée.

S'ils ne sont pas à l'origine de la demande, le propriétaire du terrain, l'exploitant et le tiers-demandeur éventuel seront informés par le représentant de l'État dans le département du projet de suppression ou de modification des servitudes.

Article 4 – indemnisation

L'institution des présentes servitudes ouvre droit, dans les conditions prévues à l'article L.515-11 du Code de l'Environnement, à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels

ou de leurs ayants droit lorsqu'elle entraîne un préjudice direct, matériel et certain.

La demande d'indemnisation doit être adressée à l'exploitation de l'installation dans un délai de trois ans à dater de la notification de la décision instituant la servitude. À défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

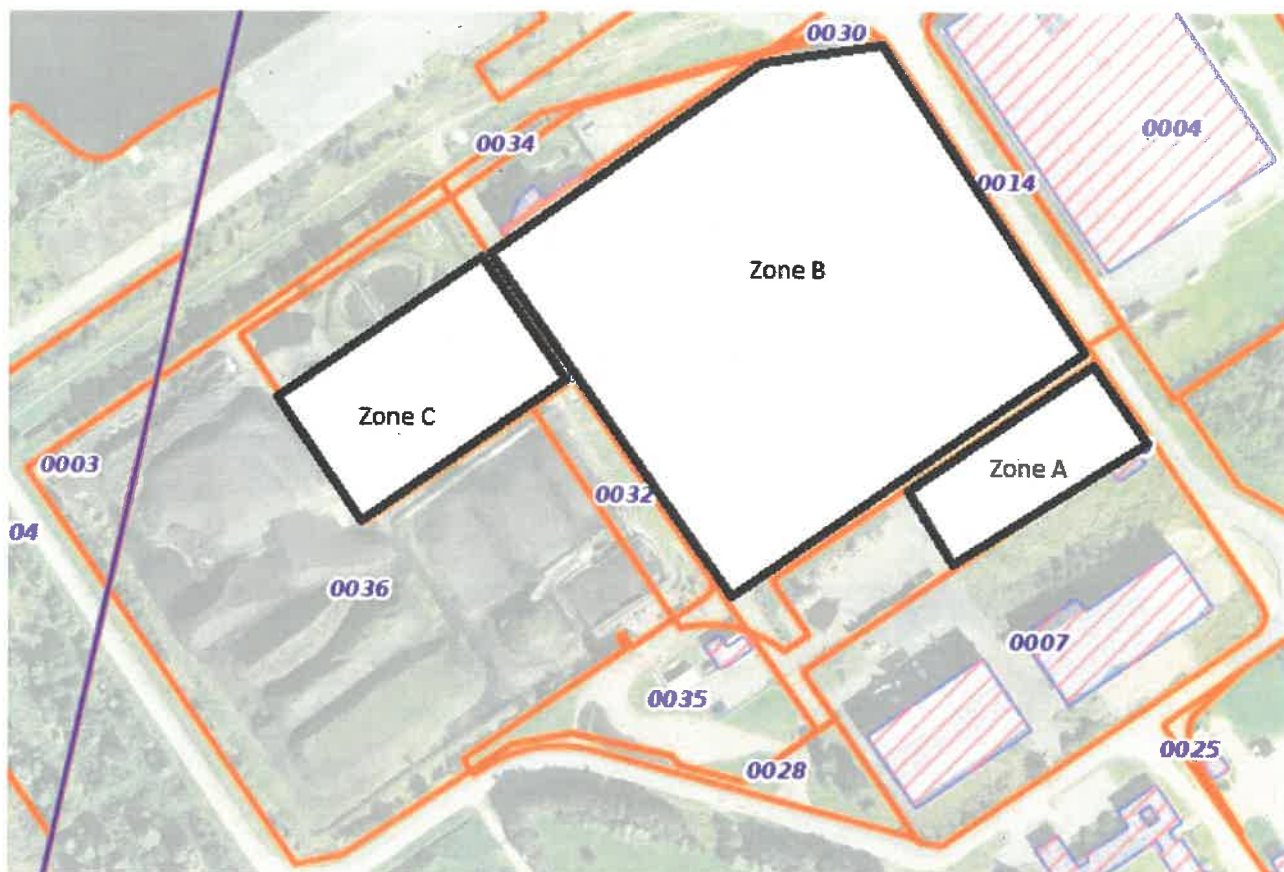
Annexe 1 – Parcelles concernées par les restrictions d'usage

Section cadastrale	Numéro de parcelle	Superficie
AD	16	7 427 m ²
	10	2 636 m ²
	37	9 264 m ²
	29	33 693 m ²
	31	1 842 m ²



Parcelles concernées incluses dans le périmètre noir

Annexe 2 – Zones identifiées dans le cadre de l'article 2 servitude n° 4



Annexe 3 – Réseau de surveillance piézométrique

7 piezomètres sur l'emprise concernée : PZ1 – PZ6 – PZ4 – PZ11 – PZ10 – PZ9 – PZ2

